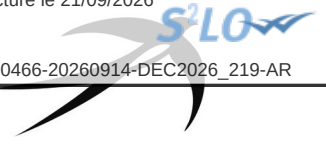


Ville de Malakoff



DECISION MUNICIPALE N° DEC2026_219

Direction : **Direction Finances**

OBJET : **Sollicitation d'une subvention auprès de la Région Ile-de-France pour le dispositif de subvention Fonds d'urgence canicule**

Madame la Maire de Malakoff,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L.2122-23, L.2331-6, L.1111-4 ;

Vu la délibération n°DEL2026-5 du Conseil municipal en date du 28 mars 2026 relative à la délégation de pouvoir attribuées au Maire dans le cadre de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Région Île-de-France et les conditions de demande de subventions ;

Vu le dispositif de subvention Fonds d'urgence canicule de la Région Île-de-France ;

Considérant que la ville a dû investir dans des équipements de rafraîchissement afin de lutter contre les épisodes de fortes chaleurs ;

Considérant que la ville peut bénéficier du concours financier de la Région Île-de-France pour financer l'investissement susvisé ;

DÉCIDE,

Article 1 : DE SOLLICITER une subvention auprès de la Région Île-de-France dans le cadre du dispositif de subvention Fonds d'urgence canicule et lui remet les pièces techniques et administratives à l'appui de cette demande.

Article 2 : DIT QUE la demande de subvention porte sur un montant de 10 000 euros HT correspondant à 36 % des dépenses globales du projet estimées à 27 899,80 euros HT.

Article 3 : DIT QUE les recettes en résultant seront perçues sur le budget de l'exercice concerné.

Article 4 : La présente décision sera notifiée aux intéressés, inscrite au registre des décisions et publiée électroniquement, Ampliation en sera adressée à Madame la Comptable Publique assignataire de la ville de Malakoff.

La Maire,
Sonia FIGUERES

Signé électroniquement par
: Sonia FIGUERES
Date de signature :
21/09/2026
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 21/09/2026

en préfecture le 21/09/2026

le

S²LO

32-219200466-20260914-DEC2026_219-AR

*La Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.